



Bruno Kerouanton
Co-fondateur de Cyber Safe

Qu'avez-vous retiré de votre expérience en tant que Responsable de la sécurité des systèmes d'information du Canton suisse du Jura ?

J'ai d'abord été frappé par l'étendue de mes responsabilités : de la sécurité des systèmes d'information des tribunaux et du parlement, au vote électronique, en passant par celle du cadastre et des gardes-champêtres, des prisons ou des musées – des métiers très spécifiques avec chacun des besoins différents. En outre, tous les projets sont déclinés en fonction de la stratégie à 4 ans du Gouvernement du Canton, ainsi que des lois et des budgets validés par son Parlement – alors que dans le privé, cette planification n'est pas aussi figée dans le temps. Elle implique notamment que le budget alloué pour la réalisation d'une mission ne peut en aucun cas être réévalué... Enfin, nous devons constamment veiller à la bonne information des citoyens, directement touchés par nos actions.

BIO EXPRESS

Spécialiste de la sécurité des systèmes d'information, Bruno Kerouanton a notamment officié comme RSSI de Clear Channel France, avant de devenir le CISO et Head of Cybersecurity de la République et du Canton Suisse du Jura. En parallèle de ces activités professionnelles, il s'est engagé dans la vie de la cité comme Membre du Conseil d'Administration du Club des Vigilants, comme enseignant à l'École des Mines de Nancy et enfin Consul Honoraire de France dans le Canton Suisse du Jura.

Vous venez de cofonder l'association Cybersafe.ch, de quoi s'agit-il ?

Cybersafe.ch dispense un label de cybersécurité adapté aux PME, qui vient confirmer que les règles essentielles de la cybersécurité ont bien été mises en œuvre par telle entreprise, loin de l'ISO 27001 dont le niveau de standard est très difficilement atteignable pour elles. Notre label permet de communiquer et d'être reconnu par les grands groupes et permet aux assureurs d'avoir une vision claire sur la cybersécurité de tel ou tel assuré.

Comment voyez-vous l'avenir de la cybersécurité ?

Il faut intensifier la prise de conscience par les médias de l'ampleur des risques liés aux cyberattaques. Elles sont devenues un volet normalisé des criminels et de la guerre entre États à l'échelle internationale. L'armée suisse a ainsi récemment validé – tout comme ses homologues – la possibilité d'aspects offensifs dans le monde cyber. //